

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

pompidou et la crise de l'état

incohérence

EDITORIAL

Discours du Président de la République à Poitiers, débats à l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire, la semaine politique était, comme on dit, « chargée ». Chargée de mots, d'affirmations, de réfutations qui ne nous ont rien appris que nous ne sachions déjà sur le Président, son gouvernement, et sur une classe politique qui a utilisé au maximum la possibilité de s'exprimer — devant les caméras de télévision plus que devant l'Assemblée nationale dont les bancs étaient désertés la plupart du temps, selon une coutume désormais bien établie.

Peu importe au demeurant puisque le Conseil des Ministres du samedi précédent avait fixé la nouvelle politique monétaire de la France et que le Président de la République avait

donné, bien loin de l'Assemblée nationale, les quelques précisions qu'il estimait indispensables.

On avait annoncé que M. Pompidou prononcerait à Poitiers un discours d'importance nationale. De fait, chacun a eu droit à un petit mot, à un léger clin d'œil : les travailleurs qui doivent « faire un effort », chacun demeurant bien entendu « à sa place », mais aussi les amis de M. Lecanuet que le Président de la République s'est efforcé de rassurer quant à l'avenir de la construction européenne, les agriculteurs, M. Debré qui demandait depuis longtemps que le Plan redevint une « ardente obligation », et encore nos « alliés américains » — sans que l'on sache très bien en quoi et contre qui ces gens-là nous demeurent alliés.

Tout le monde devrait donc être satisfait, même les contestataires du système industriel, puisque M. Pompidou a déclaré que la croissance ne devait pas être « une fin en soi ».

(suite page 2)

**3^e conseil
national
de la n.a.f.**

**préparer
l'alternative**

pp. 4 et 5

une politique bonasse

SUITE DE L'EDITO

Et pourtant personne n'est content, à commencer par M. Giscard d'Estaing : répondant dès jeudi au Chef de l'Etat, le ministre des Finances se demandait devant les députés s'il convenait « de présenter un plan de relance ou d'accompagnement » parce qu'« il faut se garder d'une illusion qui est une facilité : celle de croire qu'on doit à tout instant redessiner l'ensemble de la politique économique, ce qui a peut-être un effet flatteur de synthèse mais aussi un effet perturbateur ». Voilà qui s'appelle parler clairement, et qui montre que le ministère des Finances n'entend point abandonner ses prérogatives en matière de politique économique.

Ainsi, la seule initiative de quelque importance présentée par M. Pompidou se voit immédiatement contestée, tandis que les centristes rejettent ses explications sur l'Europe, préférant voter la motion de censure déposée par la gauche. Autant de symboles des limites d'une action présidentielle qui s'épuise en petites manœuvres, en pauvres explications qui ne convainquent personne dans la classe politique. A fortiori dans le peuple français qui attendait certainement autre chose qu'un exposé — d'ailleurs lucide — sur les problèmes pétroliers, et que l'annonce de la renaissance d'une planification dont il avait perdu le souvenir.

Le discours de Poitiers confirme ainsi ce que nous dénoncions depuis longtemps : une gestion au jour le jour, une politique bonasse qui cherche avant tout à éviter les complications. Le malheur est

que ce conservatisme mou n'est pas adapté à la situation délicate dans laquelle se trouve notre pays : la conjoncture économique exigeait de plus vastes desseins, et le problème des finalités de la croissance appelait un effort d'imagination, une volonté de dépasser la société de consommation qui ne se retrouvent pas dans la banale petite phrase de M. Pompidou : « tout cela (on appréciera la précision des mots) doit être mis au service de l'homme, à la mesure de l'homme ». Aussi l'incertitude quant à l'avenir de notre société est-elle totale, en un temps où chaque Français s'interroge.

Il en est de même quant à l'avenir de notre nation, puisque les propos du Président de la République sont demeurés d'une surprenante ambiguïté en matière de politique européenne. Sans doute était-il bon de montrer que l'union monétaire européenne est actuellement une illusion : cela n'est contesté par personne, hormis les fanatiques du renoncement, tels M. Lecanuet et ses amis centristes. Sans doute était-il bon d'affirmer que l'acquis du Marché commun agricole serait maintenu, puisque celui-ci a de toute évidence profité aux agriculteurs français. Encore faudrait-il bien marquer, en ce domaine, que des avantages identiques auraient pu être obtenus par une politique d'accords interétatiques, sans que le moindre abandon de souveraineté soit consenti. Sans doute se devait-on, sur le plan de la politique énergétique, d'affirmer que la France refusait toute stratégie conçue en termes d'affrontement.

Mais alors, que signifie la petite phrase sur « nos alliés américains », et pourquoi le Président de la République a-t-il tenu à déclarer qu'il fallait « dégager petit à petit les éléments d'une politique européenne »... dont les faits démontrent chaque jour l'impossibilité ? Si cette union politique européenne constitue l'idéal auquel le Président de la République a fait allusion dans sa péroraison, il faut convenir que c'est là quelque chose de bien étriqué, de bien fallacieux, et de bien dangereux pour l'avenir de notre nation : si M. Pompidou compte sur ce mythe pour tendre les volontés et pour rassembler les Français, disons tout net qu'il se met le doigt dans l'œil !

Décidément, ce gestionnaire prudent, marchand de rêves éculés, peut faire illusion par temps calmes. Mais lorsque le pays entre dans la zone des tempêtes, cet ancien banquier ne convainc personne — pas même ses ministres, pas même une majorité en proie au doute depuis plusieurs mois. Il est évident que la coalition de gauche qui le combat n'est pas plus tentante : hétéroclite et par-là même divisée — le texte de la motion de censure le montre — elle a témoigné d'une remarquable faiblesse intellectuelle et d'un refus très net d'assumer le pouvoir depuis que la situation s'est avérée périlleuse. On peut se désespérer de cette situation bloquée. Ou bien convenir que la solution se situe en dehors du système politique actuel.

N.A.F.

à propos d'« actuel »

LAISSEZ-LES DIRE !

Voilà, j'ai un gros problème ; je suis un bon freak, anar, batifolant dans l'underground, militant et tout, et je suis contre l'avortement ! Quand même bizarre ça ! Tous les potes sont pour et toi t'es contre. Merde j'suis pourtant pas super-borné !

Je m'explique. D'abord pour moi, le fœtus n'est pas un amas de cellules quelconques. Dites-moi un peu par quel miracle un truc âgé de quelques semaines n'est que de la merde, et que quelques mois plus tard on le qualifie d'être humain respectable ? Tuer un gosse c'est un crime abominable. Tuer un fœtus c'est une pratique abominable ?

Oui mais tu comprends, je suis seule, mon mec s'est barré, j'ai pas de boulot, alors c'est la meilleure solution.

T'as déjà joué aux dames ? Le pion c'est toi, on te fait croire que c'est la seule solution et toi bêtement tu tombes dans le panneau. C'est pas aux autres pions qu'il faut t'en prendre. C'est aux mecs, là-haut, qui manipulent les pions. Mais ma fille, c'est pas en tuant les gosses que tu vivras vieux. C'est faux !

Et après ça, tu m'accostes dans la rue, tu me dis, le Chili, la Grèce, tous ces massacres, c'est dégueulasse, l'amour, l'anarchie, l'an 01, y'a que ça de vrai. Tu verras on y arrivera. Tout le monde s'aimera, ce sera le pied, le super-trip ! Pauvre pommme quand t'auras tes 70 berges et que tes gosses bien purs et bien

choisis, te diront tout bonnement : « Mon pote, t'es comme un fœtus, t'es pas beau, tu sers à rien, tu vas nous faire le plaisir de passer au crematorium », c'est ce jour-là peut-être que tu sauras ce que veut dire : racisme biologique.

Alors maintenant de deux choses l'une ; ou bien j'suis taré (dans ce cas-là j'aurais du être avorté), ou bien j'suis un fachos qui s'ignore. Donc même conclusion : au crematorium !

Salut.

Voilà une lettre parue dans *Actuel* (janvier 1974) qui dénonce bien comment les partisans de l'avortement font le jeu de la récupération en exigeant une réforme quand nous appelons à une révolution. Notre position sur l'avortement est politique en ce que nous avons dénoncé les conditions matérielles et psychologiques qui les y conduisaient. Peut-on alors ignorer qu'en exigeant le droit à l'avortement on ne s'attaque pas aux causes profondes d'une politique défailante ? Notre engagement n'aurait pas de sens s'il consistait à réparer les bavures du système, quand il s'agit de l'abattre et de mettre fin aux lois du profit qui le guident.

Les lignes adressées au mensuel *Actuel* par un « freak » qui se voit « batifolant dans l'underground », j'avoue les approuver totalement. Et je m'y rallie d'autant plus sincèrement que leur auteur semble échapper à la contradiction continuellement présente chez bon nombre de jeunes, et tout particulièrement chez les « mar-

ginaux », dont Jacques Ellul écrit qu'« ils veulent vivre absolument et adoptent des conduites suicidaires » (1). Car au bout du compte, l'avortement est l'histoire d'un échec. Echec d'une vie en face de la vie, échec de « quelqu'un » en face de l'autre sans regard, sans accusation, ce « quelque chose » que la naissance « sacrifierait », lui reconnaissant la dignité d'être « quelqu'un ». Je comprends et partage la détermination des adversaires de la peine capitale. Le regard insoutenable, à la fois lointain et pourtant terriblement proche de l'homme qu'on mène à l'exécution. Voilà l'intolérable. Mais lorsqu'il s'agit d'étouffer une liberté virtuelle qui ne peut juger puisque la vision ne lui est pas donnée...

De cette lettre, je retiens aussi l'aspect visionnaire. Qu'est-ce que le suicide, sinon une forme « d'avortement rétroactif volontaire » ? L'avortement pratiqué dans les meilleures conditions et remboursé par la Sécurité Sociale ? Alors pourquoi ne pas exiger de l'Etat qu'il mette à la disposition des candidats au suicide des établissements parfaitement équipés pour des exécutions propres et « désirées » ?

PHIL.

(1) Jacques ELLUL, in *L'Espérance oubliée*. Ed. Gallimard - Col. « Voies ouvertes ».

la grande méfiance de pompidou

On se doutait bien que Pompidou parlerait à Poitiers de la récente réforme régionale. Sans se départir d'un jacobinisme de bon ton, le chef de l'Etat a mis en garde contre le « danger » des nouvelles institutions régionales qui lui font apparemment un peu peur.

L'EUROPE DES RÉGIONS A BON DOS

En effet Pompidou voit dans la région une menace pour l'unité nationale : « l'expression Europe des régions non seulement ne hérisse mais constitue un étrange retour à un passé largement révolu, celui du Moyen Age et de la Féodalité. Il a fallu mille ans ou presque d'efforts pour créer une unité, une identité, une existence nationale. La région ne doit à aucun prix être une arme ou un moyen dirigé contre l'Etat ». Cette inquiétude rejoint nos attaques contre le régionalisme schreibérien conçu dans le but de briser l'unité française.

Ceci clairement posé, nous constatons que Pompidou est inconséquent avec lui-même. Si l'Europe est un danger pour la France, on comprend mal la profession de foi européiste contenue dans la suite de son discours ou récemment la tentative (avortée) de relance européenne effectuée lors du sommet de Copenhague. Et si l'Europe n'est pas un danger, on est obligé de voir dans les propos présidentiels un prétexte pour fuir la décentralisation.

C'est d'ailleurs une vieille technique pompidolienne : évoquer des dangers imaginaires en ignorant les périls réels. Déjà en avril 1972, le Président de la République avait rejeté la liaison de la Lorraine avec les pays rhodaniens en évoquant le spectre... de Charles le Téméraire alors que dans le même temps, il faisait l'apologie de l'ouverture de la Lorraine sur l'Allemagne qui, elle, constitue pour cette province une dangereuse force d'attraction.

De même a-t-il évoqué le spectre de l'Europe des régions alors que les institutions européennes menaçaient sur tant d'autres points (développement des sociétés multinationales, rôle de la Commission de Bruxelles...) n'ont débouché sur rien en matière régionale : les « Neuf » ont été incapables de définir une politique commune en la matière. Quant aux gesticulations euro-régionalistes de l'animateur du parti radical, cela fait longtemps qu'elles n'intéressent plus personne.

VERS UN PARLEMENTARISME RÉGIONAL

M. Pompidou exalte une fois de plus le département dont il dit qu'il est « une organisation ancienne qui a fait ses preuves et qui a son efficacité ». Efficacité centralisatrice certainement ! Avec son préfet et ses conseillers généraux domestiqués, il est un rouage parfait de l'Etat jacobin. Comme on comprend que M. Pompidou veuille le préserver et empêcher que la région n'empiète sur ses prérogatives !

Mais dira-t-on, cette région contre laquelle M. Pompidou met en garde ne semble-t-elle pas apparemment bien inoffensive avec son statut restrictif d'établissement public et ses ressources annuelles plafonnées à un milliard de francs pour l'ensemble des Conseils régionaux ? N'oublions pas que ce milliard de francs est exclusivement consacré à des investissements nouveaux. Or, si l'on retranche des 250 milliards de francs (nouveaux) qui composent le budget de l'Etat, les dépenses de fonctionnement, les subventions de conjoncture et les dépenses

consacrées aux opérations déjà en cours, la marge d'action nationale annuelle de l'Etat ne se chiffre guère au-delà d'un très petit nombre de milliards. De la sorte, les budgets régionaux, marginaux par rapport au budget global de l'Etat, ne sont nullement négligeables par rapport à celui des investissements.

On comprend dès lors que parmi les « vieux crabes » qui ont trûsté la majorité des présidences des Conseils régionaux, il y ait quand même trois candidats potentiels à la présidence de la République (Edgar Faure en Franche-Comté, Giscard d'Estaing en Auvergne — par suppléant interposé — Chaban en Aquitaine) et un ancien candidat (Gaston Defferre en Provence).

Et pour cause : les opérations de développement économique — avec tout l'impact électoral qu'elles comportent — se joueront maintenant en bonne partie au niveau régional. On peut même se demander si, dans une certaine mesure, les Conseils régionaux ne relèveront pas le Parlement discrédité et évincé de tout rôle majeur. Comme on comprend que des hommes politiques de dimension nationale s'intéressent aux nouvelles institutions.

Il n'est pas étonnant que le chef de l'Etat craigne que la région serve de tremplin pour des politiciens cherchant un bain de jouvence dans la région. Il redoute d'ailleurs davantage encore les leaders de la majorité que ceux de l'opposition. Il est significatif qu'il ait interdit à ses ministres de postuler les présidences des Conseils régionaux ; mais déjà M. Bord l'a enfreinte en Alsace et M. Giscard d'Estaing l'a tournée en Auvergne.

NOS PERSPECTIVES DE LUTTE

Cette perspective nous offre de nouvelles perspectives de lutte :

- nous aurons beau jeu de dénoncer les entraves surnoises que M. Pompidou met et mettra au libre jeu des institutions régionales.

- mais il nous faudra insister sur le fait que le rôle « incitateur » en matière économique des Conseils régionaux ne suffit pas à permettre une authentique décentralisation.

Tout d'abord le caractère malgré tout assez médiocre d'hommes politiques qui n'ont pas de conscience régionale bien profonde, leurs habitudes mentales centralisatrices les font partir en fin de compte perdants devant les préfets du pouvoir central. Ceux-ci tiennent en mains l'administration régionale. Le Pouvoir s'oppose à la création d'une administration dépendant du Conseil régional : il n'y a qu'à voir comment M. Peyrefitte, ministre chargé

de la réforme administrative, a bondi lorsqu'il a appris que le Conseil du Limousin voulait se doter de tels services. Et de toute manière la région n'a pour ainsi dire pas de budget de fonctionnement qui lui permettrait de le faire. En outre le Préfet a les mains libres pour gérer la région entre les sessions (dix mois et demi par an !) D'où notre pessimisme sur l'évolution des Conseils : après une tentative de régime d'assemblée dans les régions (avec tout ce que cela comporte de démagogie) on risque fort d'assister à un enlèvement et à un effacement de ces conseils. Bref, l'on aurait raccourci l'évolution qui nous a conduits de la IV^e à la V^e République. Au mieux nous aurons une déconcentration assortie d'un fumet de participation à la mode gaulliste mais non la décentralisation.

Seconde lacune de la région 1974 : elle ne prend en compte que les équipements économico-sociaux. Elle n'assume nullement la dimension culturelle du phénomène régional. Ceci est très grave : la région ne sera-t-elle pas gérée dans un esprit technocratique et uniquement en termes de rentabilité en faisant abstraction de tous les problèmes de civilisation que conduit à poser un esprit régional : qualité de la vie, urbanisme à l'échelle humaine. La condition sine qua non d'un tel renversement de perspectives supposerait que la gestion et la détermination des finalités des universités soient confiées aux régions. Nous en sommes loin : M. Fontanet en annonçant sa dernière réforme a splendidement ignoré le problème.

Enfin notre critique devra porter sur un dernier point fondamental : le fait que le malheureux milliard des budgets régionaux pèse déjà son poids face aux rares milliards qui constituent les fonds d'investissements étatiques illustre cruellement une chose : dans un régime bureaucratique l'investissement, c'est-à-dire la création présente un caractère résiduel. De la sorte les pouvoirs nationaux comme locaux ont les mains liées. Ceci revient à dire que les nécessaires transformations de structures sont impossibles sous un régime qui, pour avoir des clients gonfle démesurément les services de l'Etat !

En nous dressant contre le gâchis humain que ce fait entraîne et en lui opposant notre conception fédéraliste, nous remettons en cause radicalement toute la base institutionnelle du régime jacobin. Il est donc logique que notre Conseil national ait accordé une priorité au cours de sa dernière réunion à la région comme « espace politique privilégié ».

Arnaud FABRE.

très, très fâché...

Le grand méchant loup montre les oreilles. Le directeur de *Nouvelle Ecole*, rédacteur à *Valeurs Actuelles*, est très fâché. On parle trop de lui dans la grande presse. *La Croix* du 14 décembre, sous la plume de Pierre Limagne, a justement dénoncé l'appui que les partisans de l'avortement « eugénique » pouvaient trouver dans *Nouvelle Ecole*.

Le 27 décembre, dans *Combat*, G. Sallerant publiait un article intitulé « la déviance par la mort », dans lequel il dénonçait les thèses de *Nouvelle Ecole* sur la déviance « in utero » par la mort des sujets génétiquement déplaisants.

M. Sallerant a visé très juste. A preuve la réponse de Benoist qui, perdant toute prudence, se répand en injures et en diffamations. Il espère ainsi sans doute démontrer que les mongoliens n'ont pas le droit à la vie. Celui-ci est réservé aux membres de la « Mensa », cette association des individus au quotient intellectuel supérieur à 150, et dont Benoist est membre, ainsi qu'il le fait dire par son avocat devant les tribunaux.

Nous ne nous y étions pas trompés, le sieur Alain de Benoist est bien de la race des saigneurs.

Les samedi et dimanche 26 et 27 janvier, le conseil national de la **Nouvelle Action Française** s'est réuni sous la présidence du bâtonnier Lemaigen, vice-président du comité directeur. Quarante-vingt-dix délégués d'unités venus de toute la France ont pendant ces deux journées examiné la conjoncture politique et tiré les conclusions nécessaires en ce qui concerne les orientations stratégiques du mouvement.

Nos lecteurs trouveront ci-dessous une synthèse des rapports présentés par Bertrand Renouvin et Philippe Villaret sur la situation intérieure du pays et sur les grandes lignes de la politique mondiale de ces derniers temps. Dans un encadré, les principales conclusions du conseil sont dégagées. Une série d'orientations et de décisions ont en effet été prises.

Un long débat, d'un niveau toujours élevé, souvent passionné, a constamment alterné avec les différents rapports présentés sur les grandes options du mouvement.

L'impression que nous tirons de ces deux journées : la vitalité du mouvement, la maturité politique et son unité profonde qui n'ont fait que s'affirmer après trois années de lutte.

G. L.

La séance de l'après-midi s'ouvre par le rapport de politique intérieure présenté par Bertrand Renouvin.

Le directeur d'**Arsenal** fait d'abord un bref rappel de la situation politique telle qu'elle se présentait en septembre 1973, au moment de notre session de rentrée.

Le système Pompidou semblait alors sûr de lui, conforté par sa victoire électorale de mars, confiant dans son habileté à récupérer les mécontentements et les révoltes, sûr de son appareil répressif et finalement guère menacé par une « gauche » dépourvue d'imagination mais pleine de contradictions, ou par un gauchisme évanescant. Ainsi, nous vivions la fin de l'après-mai. Cependant, la quiétude de ce conservatisme mou masquait de profondes contradictions — celles de la société industrielle tout entière — qui laissaient présager de nouveaux soubresauts.

D'où la ligne politique décidée alors. Celle-ci insistait, au niveau de la démonstration, sur les failles du système (croissance et qualité de vie, entreprise, contradictions institutionnelles) et mettait l'accent, au niveau de l'action, sur le problème de l'avortement et sur celui de la région. Ceci sans oublier bien sûr les objectifs permanents du mouvement, tels que le recrutement, la formation et, sur un plan ponctuel, le lancement du « Projet royaliste ».

Autant de thèmes qui se sont révélés d'une actualité brûlante au cours du dernier trimestre 1973 : on a pu mesurer le retentissement de la campagne contre l'avortement, à laquelle la N.A.F. a contribué par ses campagnes de presse et de réunions. On sait aussi que le problème régional se pose désormais en termes d'actualité immédiate, et que l'application de la pseudo-réforme gouvernementale nous a permis d'entreprendre un travail de critique et de réflexion qui se développera. Des structures d'action régionale sont également en cours de création. Il faut par contre déplorer la non-parution d'**Arsenal** depuis l'été, qui nous a privés d'études importantes sur les travailleurs immigrés, l'urbanisme et les problèmes de l'école. (Ce dernier thème a cependant pu être développé à plusieurs reprises dans l'hebdomadaire).

Tout en confirmant un certain nombre d'analyses et d'hypothèses, la politique intérieure française a fait apparaître des problèmes nouveaux, dont le caractère essentiel ne pouvait nous échapper : celui de la crise d'un Etat que l'on croyait stable ; celui de la croissance économique, subitement remise en question par les nouvelles données de la situation internationale. Deux phénomènes qui n'ont pas pris la Nouvelle Action française au dépourvu : n'avait-elle pas insisté depuis toujours sur la fragilité du régime pompidouien et sur les contradictions majeures d'une croissance économique sans finalité ?

LA CRISE DE L'ÉTAT

Dès la conférence de presse du Président de la République, début octobre, nous relevions la

passivité du régime, son optique purement gestionnaire, son manque d'ambition, en redoutant qu'elle ne préface de nombreux renoncements sur le plan diplomatique.

De fait, le régime n'a cessé de subir des échecs graves, dès lors qu'il s'avisait de prendre quelque initiative : la réforme constitutionnelle « ajournée », la loi sur l'avortement renvoyée en avril ont démontré les divisions profondes de la « majorité », encore accrues par les équivoques de l'action gouvernementale (ou de son inaction) sur le plan diplomatique. Parallèlement, la longue affaire Lip révélait les divisions du gouvernement qui, fin décembre, se couvrait au surplus de ridicule dans l'affaire des micros du **Canard Enchaîné**.

Autant de manœuvres hâtives et malencontreuses, opérées dans un climat international tendu, au milieu de luttes quasi-féodales, masquant en réalité un immobilisme radical, une irrésolution manifeste, un doute profond de soi et de la France. Ainsi, en quelques mois, le Pouvoir subissait un processus de décomposition, posant très clairement le problème de l'avenir de l'équipe dirigeante et, au-delà, du régime tout entier.

Face à cette situation, comment aurions-nous pu manquer de poser la question de l'Etat, que l'actualité révélait d'une manière particulièrement frappante ?

L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

De même que le problème de l'Etat était posé de façon assez inattendue, de même le débat déjà ancien sur la croissance économique allait révéler toute son acuité. On nous rendra cette justice que nous n'avons pas attendu les événements d'octobre-novembre pour mettre en évidence les faiblesses et les contradictions de la société industrielle. Ce fut même un des soucis constants de la N.A.F. que d'entreprendre la critique du néo-capitalisme moderne et de lancer quelques idées pour l'avenir.

Ce qui ne fut peut-être pas toujours très bien compris : vivant dans une société de plein essor économique, certains nous reprochaient de noircir à dessein la situation et de nous complaire dans des débats académiques.

Les menaces — d'ailleurs hypothétiques — sur notre approvisionnement en pétrole ont au contraire justifié nos craintes et notre ambition de proposer un véritable projet de civilisation : c'est désormais tout le problème de l'orientation du développement économique qui est posé, en même temps que celui de l'urbanisme, du travail et du loisir. Pour avoir étudié ces questions avant que leur caractère crucial apparaisse, ne sommes-nous pas mieux placés que beaucoup d'autres dans le combat politique de demain ?

PERSPECTIVES

Rien ne serait pourtant plus dangereux qu'un triomphalisme béat : y serions-nous conduits par une propension naturelle à l'optimisme que

3^e conseil national préparé

nos moyens matériels nous inciteraient à plus de modestie. La morosité n'est pas de mise non plus : dans le grand débat qui devrait s'instaurer sur l'avenir de notre société (si toutefois la classe politique est encore capable de réflexion), nous pouvons jouer un rôle essentiel de critique et de proposition.

Reste la question de l'avenir du régime, qui doit être considérée avec une attention extrême : de notre faculté à discerner les tendances et à saisir les failles « tout peut succéder ».

Sans doute le Système Pompidou peut surmonter sa crise, au prix de quelques remaniements et si la situation intérieure ne lui est pas trop défavorable. Mais son immobilisme semble congénital, ses divisions profondes, son manque d'imagination évident à un moment où il faudrait agir, rassembler, bouleverser mille idées toutes faites et se libérer d'énormes pesanteurs. Sans vouloir faire la politique du pire, il nous faut choisir notre ligne d'action en fonction de l'accident possible, de l'effondrement soudain, et des idées aventureuses et dangereuses qui pourraient alors naître dans la cervelle de quelques-uns. Des idées qui ne surgiraient pas nécessairement d'une gauche divisée et sclérosée, qui a peur du pouvoir et que son lamentable « Programme commun » disqualifie pour construire notre avenir.

Bertrand RENOUVIN.

n.a.f. - orientations

- 1° **Maintenir la ligne des Aubiers**
(session des cadres, septembre 1973).
- a) **Conquête de l'Intelligence :**
 - suivi et développement des contacts avec les personnalités ;
 - débat dans la N.A.F. sur le « Projet royaliste » ;
 - publication de plusieurs livres par I.P.N. diffusion.
- b) **Recherche (la plus militante possible) :**
 - problèmes :
 - de l'entreprise ;
 - de la qualité de vie (urbanisme...) ;
 - de la croissance (un livre de Gérard Leclerc) ;
 - de la politique extérieure (Europe, U.S.A. - U.R.S.S., Moyen-Orient, Allemagne).
- c) **Formation par les moyens suivants :**
 - mercredis de la N.A.F. ;
 - rôle d'**Arsenal** ;
 - sessions, cassettes, réunions.
- d) **Campagnes poursuivies :**
 - contre l'avortement ;
 - sur la région ;
 - « faire de la force », « campagne d'adhésion ».
- 2° **S'adapter aux impératifs du moment.**
 - a) La crise de l'Etat, si elle se précise, nous offre la possibilité de développer une

Parer l'alternative

Avec le rôle du général de Gaulle, du moins à partir de l'abandon de l'Algérie, les Français ont assisté d'un d'œil plutôt bienveillant à l'amorce d'un projet de politique étrangère. Le pompidolisme l'a pourtant abandonné peu à peu sans susciter pour autant de réactions notables.

La réapparition de la politique étrangère dans la vie de la France constitue l'événement marquant des six derniers mois, une préoccupation majeure qui sensibilise et inquiète les Français.

Ce qui conduit la N.A.F. à maintenir et à réaffirmer des positions connues, selon les seuls critères de l'indépendance et des intérêts nationaux.

L'EUROPE

Notre opposition à une Europe supranationale est totale aussi bien sur le plan politique, économique, que militaire. Certes l'Europe politique a des ratés, et l'Europe avec président et parlement élu au suffrage universel reste fort éloignée. Mais il ne faudrait pas pour autant se laisser tromper : cette Europe-ci ne sera que la structure venant coiffer l'autre Europe, celle qui se fait, l'Europe de la bureaucratie « communautaire » et l'Europe du capitalisme international des grandes sociétés à dominante américaine. Il est évident que la sou-

veraineté française diminue et il faut analyser comme particulièrement significatif, le fait par exemple, que la France se trouve dans l'impossibilité de passer des traités de commerce avec un autre pays : ceux-ci sont négociés et conclus au niveau de la Commission de Bruxelles.

DE L'ATLANTISME IMPÉRIALISTE...

L'atlantisme demeure la finalité comme la pente naturelle de l'europhisme. De cet axiome Kissinger, dans son discours du 23 avril 1973, définissait remarquablement la substance : « Les Etats-Unis ont des responsabilités et des intérêts mondiaux. Nos alliés européens ont des intérêts régionaux. » Ainsi la place de l'Europe atlantique est parfaitement située et Monsieur Nixon ne manquera pas de revenir sur ce point lors de sa prochaine tournée européenne.

L'Amérique se livre ici à un double chantage. D'une part la menace du retrait des troupes américaines, d'autre part une forte pression économique - financière sensible pendant la préparation du Nixon-Round. On ne peut trouver de définition aussi nette de ce qu'il faut appeler par son nom l'impérialisme.

... A L'IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE

L'impérialisme soviétique nous est plus familier et donc mieux connu ; plus classique il est surtout d'ordre militaire. Cependant alors que nous sommes soumis à la pression actuelle et directe de l'hégémonie américaine, nous le sommes de façon plus indirecte et pour l'avenir par la puissance de l'U.R.S.S. Cette pression est d'autant plus indirecte que la guerre froide est bien terminée et que les deux grands, par l'intermédiaire des accords Nixon-Brejnev, ont renforcé leur partage du monde et tentent de maintenir à leur avantage un tel état de fait.

C'est à partir de ces analyses empiriques, c'est-à-dire vides d'idéologie et dépourvues d'animosité que la N.A.F. n'a cessé de dénoncer l'europhisme et sa variante atlantiste ainsi que l'hégémonie russo-américaine.

LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT

La guerre du Ramadan ne prit pas la N.A.F. au dépourvu, les sources de conflit dans cette région du monde étant par trop évidentes et ceci particulièrement depuis les annexions importantes faites par Israël. La reprise des hostilités était inévitable !

Aussi la N.A.F. appliqua-t-elle immédiatement les deux critères constants de sa conception politique :

— L'intérêt national bien compris : c'était évidemment l'approvisionnement, vital pour notre pays, en pétrole mais aussi les vastes marchés ouverts à nos produits dans les pays arabes ;

— l'indépendance nationale : réaffirmer la politique traditionnelle de la France, celle décrite dans « Kiel et Tanger » de Charles Maurras : le rassemblement des nations petites et moyennes qui essayent de se dégager de la double hégémonie menaçante.

Cette prise de position développée au long des semaines pouvait susciter une double objection : il fallait que la France puisse résister au chantage du pétrole et participe à un front commun européen.

En fait on peut nier qu'il y ait eu « chantage » au pétrole car l'augmentation du prix du pétrole comme de toutes les matières premières était inévitable et bien prévisible, succédant à une période trop longue d'achat à des prix dérisoires.

De même il est possible de douter de la valeur et de l'opportunité d'un front commun puisque, selon une analyse déjà ancienne, l'absence d'intérêts communs entre les « Six » ou les « Neuf » s'était révélée clairement à la lumière des événements. Notre analyse tient toujours : dès le lendemain des dispositions prises par les pays producteurs de pétrole, nos partenaires essayaient de négocier directement avec ces pays. D'ailleurs contre quoi pourrait s'exercer un front commun ? Aller vers une réduction de l'augmentation des prix ? Nous venons de montrer que celle-ci, quoique trop brutale, était normale et somme toute prévisible.

L'idée de front commun reprise par Washington n'est qu'un des multiples aspects de l'atlantisme. Elle ne constitue qu'un moyen de pression et de contrôle de l'Amérique sur sa « province » européenne.

UNE CRITIQUE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

La politique gouvernementale française est incohérente et hésitante, telle est la principale critique que l'on peut faire à MM. Pompidou et Jobert.

Il faudra bien choisir un jour entre la poursuite du mythe européen, les tentations de l'atlantisme et la conduite d'une véritable politique méditerranéenne sous peine de sombrer dans l'incohérence et le chaos. Quant aux hésitations qui proviennent aussi de l'incohérence, elles se sont manifestées aussi bien pendant la guerre du Ramadan que dans la conduite des négociations économiques et monétaires menée par M. Giscard d'Estaing.

Philippe VILLARET.

TEXTE DU TELEGRAMME ADRESSE A MGR LE COMTE DE PARIS

Le Conseil national de la Nouvelle Action Française réuni à Paris les 26 et 27 janvier 1974, prie Mgr le Comte de Paris d'agréer l'hommage de son attachement et l'expression de sa volonté renouvelée de poursuivre le combat pour une restauration monarchique.

entations

propagande royaliste plus directement accessible portant sur :

- les contradictions de la constitution ;
- les luttes de clans dans le pays légal ;
- le rôle des groupes de pression ;
- la faiblesse intellectuelle et les divisions de la gauche ;
- la crédibilité de la monarchie.

et d'insister sur les risques : « union sacrée » et dictature jacobine.

b) l'évolution des problèmes internationaux et de la politique étrangère du gouvernement (si l'europhisme se confirme) doit nous permettre de développer une vigoureuse campagne pour l'indépendance nationale.

- sur le plan français : contre les partis europhistes et les initiatives prises en ce sens par le gouvernement (défense par exemple) ;
- contre l'impérialisme économique américain ;
- sur le plan extérieur : contre le jeu de la double hégémonie soviéto-américaine.

CONCLUSION :

nécessité de bien lier propagande royaliste, combat pour l'indépendance, action régionale, projet de civilisation ;

Savoir conserver une grande souplesse dans la tactique.

entretien avec philippe ariès

Deux mois et demi après la parution du livre de Bertrand Renouvin, « Le Projet royaliste », il nous a semblé opportun de connaître les réactions qu'il suscite autour de nous.

Philippe Ariès, spécialiste des plus éminents de l'histoire des mentalités et des cultures, auteur de la désormais célèbre « Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie (Points d'histoire - Seuil) et d'une étude fondamentale sur « L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien régime » (Seuil) (1), nous fait part cette semaine dans une réponse extrêmement riche et dense de ses impressions.

Par la publication présente, nous lançons un débat sur les sujets qui nous occupent. Dans ce cadre, ouvert à tous nos lecteurs, nous pouvons annoncer pour la semaine prochaine deux réponses, l'une de Gérard Leclerc et l'autre de Philippe Vimeux.

(1) En vente à nos bureaux.

N.A.F. — Quelles réflexions vous ont inspiré « Le Projet royaliste » ?

Philippe Ariès. — Je dois dire tout d'abord que j'ai lu ce livre avec plaisir, et qu'il est très bien « envoyé ». J'ai apprécié une certaine liberté, une manière d'être beaucoup plus ouverte aux courants de pensée de notre temps, dont on avait perdu l'habitude chez les diadoques de l'Action Française.

Mais dire qu'il correspond exactement à ce que j'attendais serait mentir. J'espérais quelque chose de plus « hétérodoxe », notamment dans la manière d'envisager l'histoire. Bertrand Renouvin me semble encore trop prisonnier de la conception de ces historiens royalistes ou historiens du droit qui voyaient l'histoire d'une manière abstraite et s'en servaient comme d'un manuel de recettes politiques pour bien gouverner. Je trouve assez vain de vouloir prouver à tout prix que l'on était mieux gouverné sous Louis XI ou Louis XIV que sous la Troisième République. Et je ne suis pas sûr du tout que ce qui était bon pour l'Etat sous Louis XIV le soit encore aujourd'hui.

La réaction de ces historiens s'explique bien, comme celle de l'ancienne Action Française d'ailleurs. Pour eux, la société de l'époque était encore saine : elle est représentée par la mère de Maurras ou la mère de Péguy, la rempailleuse de chaises. Les grandes transformations de la société remontent en effet d'abord à la fin du XVII^e et au milieu du XVIII^e siècle, et puis à l'après-guerre de 1914, sauf pour quelques catégories particulières comme la société parisienne du Second Empire. L'Etat démocratique était rendu responsable de ce qui allait mal. Il suffirait de le renverser, et tout rentrerait dans le bon ordre des choses. Ce n'est désormais plus le cas. La société elle-même est profondément malade, surtout d'avoir rompu ses liens avec le passé, nous contraignant ainsi à vivre dans un monde où manque la dimension historique.

N.A.F. — Que représente cette dimension historique ?

P.A. — Je vois l'histoire, celle d'un millénaire environ, comme l'affrontement de deux types de cultures : l'une est l'expression d'une société où la transmission des valeurs était orale, l'autre celle d'une société de lettrés (littérati), de comptables, d'hommes ayant une vision rationnelle du monde, essayant de créer un modèle d'intelligibilité de ce monde. Il existait de nombreux liens entre ces deux cultures ; ainsi, une part de la culture populaire résultait d'une adaptation d'éléments venant de la société « savante », et les lettrés puisaient dans les sources de culture orale. Mais durant ces deux derniers siècles, alors qu'auparavant il s'était

établi un équilibre entre les deux cultures confrontées, on a vu la culture de la technique, de la rationalité, s'étendre d'une manière irrésistible à l'ensemble de la société. Au point qu'on pouvait penser que la culture orale avait complètement disparu.

L'intérêt immense des années que nous sommes en train de vivre est qu'elles nous montrent que la technique n'a pas tout écrasé. Des hommes venus d'horizons politiques différents, qu'ils soient historiens ou contestataires, ou les deux, ont redécouvert ces cultures populaires — je préfère les appeler orales, non-savantes — et mis en relief le fait que leur absence a coûté très cher, et pesé très lourdement sur l'évolution des pays industriels. Un homme comme Le Roy Ladurie, qui vient de la gauche, est un admirable ethnologue de la société traditionnelle, et pour le devenir il a dû éprouver un lien affectif profond avec le passé. Il nous montre la voie : nous devons être des ethnologues de notre propre société, et de son passé, si nous voulons vraiment trouver des solutions pour l'avenir.

N.A.F. — Renouer avec notre passé le plus fécond, avec notre histoire, avec notre héritage, n'est-ce pas le propre de l'instauration monarchique que nous préconisons, de ce retour de la Famille de France ?

P.A. — Je ressens en effet de plus en plus le besoin — et dans ce monde de déracinés c'est aussi le propre de beaucoup de gens, surtout de jeunes — d'une institution ou de quelque chose qui maintienne dans le monde moderne ce lien avec un passé millénaire, qui serve de médiation avec l'histoire. Cette fonction — celle-ci temporelle — est l'une de celles que remplit le Pape et celle que les nouveaux prêtres veulent détruire. D'autre part, je crois d'une manière bien moins assurée qu'autrefois aux vertus du pouvoir d'un seul. Je suis de plus en plus royaliste et de moins en moins « monarchiste ». Je vois mal comment dans les conditions actuelles de la société il peut y avoir coïncidence entre le « père » et le dirigeant, comme on le voit encore dans certains pays arabes. Le gouvernant est chez nous, c'est d'ailleurs vrai chez tous les pays industrialisés, quelqu'un qui s'use, dont on s'émancipe vite et qu'on jette après épuisement. Comment la dynastie pourrait-elle ne pas être atteinte par l'extrême mobilité de nos sociétés ? Et le roi ne disparaîtrait-il pas au bout de 10 ou 20 ans comme un Churchill ou un de Gaulle ?

N.A.F. — N'est-ce pas négliger par là-même la capacité d'intervention et les possibilités d'innovation et de changement du pouvoir politique ?

P.A. — On ne change pas de société aussi facilement que cela. Il se peut cependant que l'avenir reconnaisse une plus grande valeur à la durée, à la permanence. Toutefois, dans une société qui restera à ces niveaux supérieurs une société de technique — même si celle-ci est remise à sa place — il y aura toujours une usure des hommes qui seront aux commandes de ces techniques. La Famille de France doit être préservée de cette usure. Sa mission est autre que l'intervention directe dans l'action politique.

N.A.F. — Si nous voulons vraiment conquérir les Français, nous sommes bien obligés de mettre en œuvre un modèle prospectif qui pose des jalons et des limites de l'organisation politique future.

P.A. — C'est certain. Mais c'est un problème très complexe, rendu plus complexe encore par l'interpénétration et l'interdépendance des questions politiques, sociales, économiques et culturelles. Les choix sont difficiles, et on ne peut être tout d'un côté ou tout d'un autre. Le risque, cependant évitable, d'un modèle prospectif est qu'il soit trop abstrait et qu'on le manipule avec une facilité qui n'est absolument pas la même dans la réalité.

C'est une raison supplémentaire qui me pousse à penser que la tâche prioritaire est d'être les ethnologues de notre propre société. Il faut aider les jeunes générations à comprendre la société industrielle. Leur faire prendre conscience, au-delà de l'apport incontestable de ce type de société, des énormes pertes que l'homme a subies avec l'extension inconsidérée et dominatrice des techniques, et retrouver les valeurs étouffées par les techniques, sous une forme évidemment différente du passé ancien, mais issues des mêmes racines profondes.

Il nous faut renouer avec un passé extrêmement fécond, avec une société très vivante que la plupart des historiens et des hommes politiques « traditionalistes » avaient oubliés ou pas vus du tout. En mai 68, on a pu croire qu'une communication était rouverte avec ce monde perdu. Les forces contestataires ont bien utilisé un langage marxiste, ou emprunté à la psychanalyse, et en fait très mal adapté à ce qu'elles voulaient signifier. Il y avait cependant une volonté de renouer avec une image proche de celle de notre passé. C'est net en ce qui concerne les cultures régionales et la renaissance des langues. Les forces contestataires sont en fait à la recherche d'un art de vivre qui est justement ce que le passé nous a laissé de plus précieux et que la société industrielle a détruit.

N.A.F. — L'Action Française d'avant-guerre l'avait-elle senti ?

P.A. — Dans l'A.F. que j'ai connue, juste avant la guerre de 1939, il y avait trois groupes d'opinion. Le premier, le plus ancien, comprenait tout ce qui se rattachait à la tradition et sous cette étiquette « tradition », il faut distinguer d'abord ce que Pierre Boutang appellerait le respect du père et le sens du secret, c'est-à-dire tout ce qui échappe au pseudo-rationalisme moderne, tout ce qui ne s'explique pas immédiatement, un monde du mystère, du *praeter naturae*, du sacré. Ensuite, ce qui était si vivant chez Maurras, le régionalisme, le culte des particularismes historiques, les langues : c'est-à-dire les racines.

Le deuxième groupe d'opinion comprenait les attitudes sociales et économiques avec d'une part le corporatisme et l'héritage du catholicisme social, et d'autre part l'idée que la société est immobile : pas de promotion, sinon marginale et exceptionnelle. Position antidémocratique.

tique, qui n'était pas nécessairement conservatrice, comme Bertrand Renouvin l'a bien vu. Mais qui l'est cependant devenue de plus en plus.

Le troisième groupe qui vous est le plus familier, hélas, c'est le nationalisme et la monocratie, l'antiparlementarisme, d'origine jacobine pour le nationalisme et bonapartiste pour l'antiparlementarisme et la monocratie (pour ne pas dire carrément le despotisme).

Voilà, très schématiquement ce que les fées avaient mis dans mon berceau. Dans ma jeunesse, tout n'était plus également vivant. Comme j'appartenais à une famille bordelaise, j'étais resté attaché aux traditions, aux particularismes, aux héritages très anciens. Mais chez mes camarades parisiens tout cela n'avait plus de sens et, dans les années qui ont pré-

cédé 1939, n'était plus que potiches pour la décoration. Le nationalisme et l'antiparlementarisme seuls sont restés et ont occupé toute la pensée politique de l'A.F. finissante et cette évolution s'est étendue à toute la droite.

N.A.F. — Même aujourd'hui ?

P.A. — Depuis la guerre de 1939 jusqu'à aujourd'hui nous avons en effet assisté à un changement considérable de la droite française classique. Il y a eu disparition du courant libéral (l'A.F. s'en serait réjouie, elle aurait eu tort) et accaparement complet du nationalisme et de l'antiparlementarisme par la droite gaulliste. C'est pourquoi les groupements d'extrême-droite actuels ont tant de mal à se démarquer du gaullisme.

Cette droite néo-maurrassienne — il y a des filiations humaines directes qui ne s'avouent pas mais qui existent — a tué l'héritage de la

vieille pensée libérale, orléaniste (qui n'appartenait pas du tout à l'arsenal idéologique de l'A.F.) et elle a tué tout cet attachement au passé qui était bien malade avant 1939, mais qui existait encore. Avant 1939, être de droite, de n'importe quelle droite, impliquait un certain respect pour l'héritage du passé. Aujourd'hui la droite est au moins, sinon plus, aussi **anti-historique** que la gauche ! Elle est encore plus convaincue des vertus d'un progrès industriel qui détruit tant.

Voilà où je souhaiterais qu'il y ait une réflexion politique, plutôt que dans la nature du gouvernement. Parce que, vous savez, le bon gouvernement de Maurras, on l'a ! On a même un chef de l'Etat qui va à la messe : c'est le triomphe a posteriori de l'A.F., sans la dynastie. Et je ne crois pas que la dynastie le rendrait meilleur.

europe-danger !

Le mercredi 23 janvier à 14 h 45, les militants de la N.A.F. ont occupé les bureaux parisiens de la Communauté Economique Européenne (C.E.E.). Pendant plus de deux heures, les passants et les curieux qui s'étaient rassemblés ont pu voir l'immense drapeau français qui avait été déployé sur la façade et s'arrachaient les tracts d'explication qui tombaient en pluie des fenêtres des locaux occupés. La police alertée n'osait intervenir de peur de faire dégénérer notre action en incident diplomatique ! A l'intérieur des locaux, les fonctionnaires européens téléphonaient fébrilement à Bruxelles pour avoir des consignes, pendant que d'autres écou-

taient (en prenant des notes...) un exposé sur les menaces qui pèsent sur l'indépendance française et prônant une véritable politique d'indépendance nationale.

Cette action sans violence a montré la discipline et la détermination de nos militants et donné le coup d'envoi à notre campagne de dénonciation de l'idéologie européenne.

réunions

LILLE

Vendredi 1^{er} février à 20 h 30, meeting avec Bertrand Renouvin sur le thème « Un nouveau projet de civilisation ». A l'issue du meeting. B. Renouvin dédicacera son livre, « Le Projet royaliste ». Réunion au « Palais de la Bière », place de Béthune (1^{er} étage).

TOURS

Conférence de B. Renouvin à Tours le lundi 28 janvier à 21 heures sur le thème « Le Projet royaliste », à la mairie de Saint-Symphorien.

ROUEN

Le mercredi 13 février à 19 h 30, dîner-débat sur le thème « Le Projet royaliste et les arts », avec Bertrand Renouvin et le groupe « Renaissance ». Au restaurant « Dufour », rue Saint-

Nicolas. Renseignements et inscription en écrivant au Cercle Jacques Bainville, 39, rue de Fontenelle, 76000 Rouen.

les mercredis de la naf

Modification de programme :

Le mercredi 6 février nous recevrons notre « invité du trimestre ». Conférence de M. Philippe de Saint-Robert « L'impasse internationale ». Comme à tous les mercredis de la N.A.F. cette conférence sera suivie d'un débat.

La réunion commencera à 21 heures précises, 12, rue du Renard (salle du 2^e étage) métro Hôtel-de-Ville.

nouveaux points de vente

TOULOUSE

— Librairie « Les Arcades », place du Capitole.

— Librairie, 1, rue Cantegril.

— Librairie, rue Saint-Antoine-du-T.

— Librairie, 47 bis, boulevard Strasbourg.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

pour conquérir l'intelligence

Lorsque nous fondions la N.A.F., il y aura bientôt trois ans, nous avions conscience qu'enfin pour nous une grande aventure commençait. Jusqu'alors nous n'avions eu que des espoirs, nous n'entrevoions que de vagues lueurs sur l'avenir d'autant plus que nous marchions mal avec notre temps. Il ne s'agit pas ici de refaire une critique lassante du passé mais de dire une bonne fois la vérité. Avant avril 1971, nous évoluions dans les ruines d'un temple dévasté, côtoyant les trésors du passé sur lesquels se trouvaient assis des vigiles bien résolus à les garder avec une jalouse fidélité. Ne nous enseignait-on pas que sans cette fidélité il n'y aurait plus de temple du tout ?

Mais notre temps et notre pays ? Que devenaient-ils dans tout cela ? Aurions-nous un jour accès à la maîtrise de leurs destins ? Oh, on nous faisait miroiter la perspective du coup de force ! mais, combien y croyaient ? Cela venait comme un cheveu sur la soupe, dans les banquets pour réchauffer les cœurs.

S'il n'y avait eu la force du maurrassisme, et les travaux de quelques-uns pour nous montrer que l'héritage d'hier pouvait réellement féconder les interrogations du présent, nous serions tous partis, chacun de notre côté avec le sentiment d'avoir passé notre jeunesse dans une chapelle funéraire. Cela n'a pas été.

La preuve ? Je la vois dans les deux journées du troisième Conseil national de notre mouvement. Trois années après, les chances apparaissent non seulement intactes, mais le mouvement avait mûri, non pas avec le temps comme on dit. Mais avec les coups durs, les épreuves affrontées, la somme de travail et de réflexion accumulées, les plans de recherche élaborés, l'esquisse lentement dessinée de la cité communautaire et royale lancée comme un défi aux bonzes de l'agonisante société libérale et à ceux de l'arrogant système industriel et technocratique.

UN APPEL A LA DISCUSSION

Dès le début, nous voulions nous lancer dans une vaste enquête pour repenser les problèmes politiques essentiels. Cette enquête nous la voulions ouverte à tous, sans aucun sectarisme. Toutes les familles spirituelles de ce pays ont pu s'exprimer dans nos publications. Je demande où et quand, des gens aussi différents ont pu parler avec autant de liberté. Bien sûr, nous leur répondions, nous prenions la mesure de nos accords et de nos désaccords. Notre dialogue avait pour seul ressort l'esprit de vérité, pour seul but la construction de la France future où tous devaient participer comme à celle de la tour dont parlait Saint Ex, gage de l'amitié et de la fraternité d'un grand peuple rassemblé. Pierre Boutang nous l'avait dit : « La France est le plus gigantesque des projets. »

Ce débat ne s'est jamais arrêté. Il va reprendre de plus belle avec une nouvelle série

d'entretiens inaugurée par Philippe Ariès, dès ce numéro. L'historien des mœurs et des mentalités nous engage à nous préoccuper, en dehors de la question de l'état, de la substance même de la société, de l'identité vécue des communautés de base, des liens avec les traditions qui tiennent plus à l'enracinement et aux liens charnels qu'à la culture savante. Voilà donc un nouveau terrain d'investigation spécialement riche et sensible aux jeunes générations passionnées par la renaissance du folk.

Mais nous avons d'autres tâches. Une des plus ardentes discussions du Conseil national a tourné autour de la question de l'élaboration d'une alternative au modèle présent de société industrielle et du rôle militant des cadres de notre mouvement engagés par leur métier dans les rouages de ce système. Le monde des cadres est en train de bouger, une remise en cause globale est en train de s'instaurer, semblable à celle entreprise par les étudiants. Dans une intervention très remarquée, un de nos militants chevronnés (et qui parlait en connaissance de cause) déclarait notamment : « L'affaire Lip, c'est le mal 68 des cadres. La question des responsabilités, celle de la finalité de la croissance et de l'entreprise sont désormais posées et s'imposent à tous. » Tous les délégués du Conseil national cadres d'entreprise se retrouvèrent unanimes sur la même conclusion.

UN CENTRE DE RECHERCHE

C'est dire l'ampleur de la tâche à accomplir et en même temps la chance qui s'offre à nous. La tâche : celle d'élaborer une alternative crédible au modèle présent. Pour ce faire, il importe d'instaurer un débat entre deux sortes de militants et même de personnes extérieures à notre mouvement : d'une part, les spécialistes dont la qualité essentielle est la compétence technique mais dont le défaut majeur est de ne pas toujours prendre suffisamment de distance par rapport à leur spécialité. D'autre part, les spéculatifs plus attentifs aux idées générales, aux finalités sociales, mais souvent étrangers aux données techniques.

La collaboration des « techniciens » et des « spéculatifs » est rigoureusement indispensable. Elle est souvent difficile. Elle l'est moins à l'intérieur de la N.A.F. qui fournit aux uns et aux autres une méthode commune et des buts identiques. Malheureusement, les contraintes de la civilisation urbaine dévorent les temps de réflexion. La fuite vers les espaces verts est presque une nécessité après cinq journées de vie parisienne. Dès lors, les possibilités de rencontre deviennent difficiles. Les soirées de semaine avec le poids de la fatigue du jour ne favorisent pas les facultés de recherche, surtout lorsque s'ajoutent les temps de transports dans les banlieues lointaines.

Il existe des solutions. Par exemple, on peut

imaginer une meilleure utilisation du temps des vacances d'été (ou d'hiver !) et l'organisation de centres de recherche dans les lieux bénis des dieux agrestes et protégés de toutes les pollutions. D'ores et déjà, une maison et une hôtesse accueillantes nous invitent à rencontrer Merlin et les fées de Brocéliande. Au sud, en plein empire du soleil, des projets sont en train de mûrir. Mais pour les pauvres mégapoliticiens tassés autour de Lutèce, il faudra trouver un jour un lieu de rencontre situé à distance raisonnable, accessible par les grands froids. Je confie ce souhait aux bonnes fées de l'Île-de-France.

ARSENAL

Mais en attendant la fée, nous avons **Arsenal**. **Arsenal** que nous avons conçu comme le témoin essentiel de notre vitalité intellectuelle, de notre recherche ! La collection des neuf numéros parus témoigne du travail fait. J'ai sous les yeux le numéro 9 enfin paru. La substance coïncide tout à fait avec nos souhaits. Certes il y aura encore à améliorer, il existe encore des lacunes.

Seulement voilà, pour progresser, correspondre de mieux en mieux à sa vocation, encore faut-il qu'**Arsenal** paraisse. Voilà quatre mois que nous attendions une parution. Il n'y a aucun mystère à cela : il nous manque 300 abonnés pour équilibrer la revue. Faute de ces 300 abonnés supplémentaires, nous sommes bloqués, ne disposant pas de disponibilités qui permettraient de financer de nouveaux numéros. C'est décidément trop bête. Car une chose est certaine : **Arsenal** intéresse et passionne. Mais il n'est pas suffisamment diffusé.

Le Conseil national a donc décidé de faire un effort particulier pour débloquer la parution d'une revue qui n'attend que cela avec de multiples dossiers prêts et des centaines de projets. Je lance donc pour ma part un appel à nos lecteurs. **Arsenal** est un élément essentiel de la grande aventure de la N.A.F., l'instrument privilégié de la conquête de l'intelligence. Lui absent, notre projet est compromis. Ce n'est pas un objectif impossible que d'obtenir ces 300 abonnements vitaux. Je suis sûr que nos lecteurs peuvent aller même au-delà.

S'ils veulent des exemplaires-spécimen qu'ils nous les commandent, pour présenter la revue autour d'eux.

En philosophie, en politique, dans le domaine social et en économie, **Arsenal** trace des voies nouvelles, ouvre des débats, toujours tente d'imaginer autre chose.

Oser imaginer autre chose, ce fut un des premiers slogans de la N.A.F. C'est toujours notre mot d'ordre. C'est celui d'**Arsenal**. A nos lecteurs, à nos militants de faire en sorte que ce prodigieux instrument d'investigation et de construction puisse être réellement le signe de la cité royale de demain.

Gérard LECLERC.

arsenal n° 9 est paru

demandez-le !